

EN FOI DE QUOI, les modalités énoncées ci-dessus et celles figurant dans les pièces en annexes constituent l'Accord portant agrément des deux parties. Les soussignés mandataires des parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé et daté deux originaux du présent Accord, chaque page étant paraphée, au lieu et à la date inscrits ci-dessous.

Pour PIN

Signature 

Nom: Michala Sedlackova

Qualité: Head of Mission

Lieu: Bukavu

Date: 22/4/2015

Pour le PNUD :

Signature 

Nom: Alfredo Teixeira

Qualité: DPA/P

Lieu: Kinshasa

Date: 7/7/15



ACCORD RELATIF AU PROJET DE COOPÉRATION

Entre

LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT
Et

PEOPLE IN NEED (ONG)

Titre du projet : Emergency Nutrition Response to the Burundi Refugee Crises

Contrat Référence : DRC-15/SKVI/HEA/2/PIN/0774

Considérant que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) d'une part et **PEOPLE IN NEED** (ONG) d'autre part partagent conformément à leurs mandats respectifs un désir commun de conduire une action humanitaire basée sur les besoins des populations et entraînant le recouvrement communautaire, la sécurité humaine et le développement humain durable ;

Considérant que le PNUD s'est vu confier par ses bailleurs, en particulier à travers le Pooled Fund de la République Démocratique du Congo (RDC), certaines ressources pouvant être affectées à des programmes ou projets et qu'il a la responsabilité de rendre compte à ses bailleurs et au Conseil administratif de la gestion appropriée de ces fonds et peut conformément aux règlements financiers et aux règles du PNUD mettre de telles ressources à disposition en vue d'une coopération sous forme de projet ;

Considérant que l'ONG, Organisation adéquate et à but non lucratif, dont le statut est conforme au droit national des États-Unis d'Amérique et aux règles et règlements en vigueur en RDC, s'est engagé aux principes de l'aider humanitaire basée sur les besoins des populations, en vue de promouvoir le recouvrement communautaire et la poursuite de la sécurité humaine dans le règlement des conflits et a fait preuve de la capacité nécessaire aux activités concernées conformément aux exigences de gestion du PNUD ;

Considérant que l'ONG et le PNUD conviennent que les activités doivent être entreprises sans discrimination directe ou indirecte, due à la race, à l'ethnicité, à la religion ou à des croyances religieuses ou philosophiques, à la nationalité ou à des convictions politiques, au sexe, au handicap ou à toute autre circonstance ;

Par conséquent, s'appuyant sur le mandat statutaire et l'esprit de coopération l'ONG et le PNUD ont conclu le présent Accord ;

Article I. Définitions

En vue du présent Accord, les définitions suivantes s'appliquent :

a) Par "Parties", on entend l'ONG et le PNUD ;

b) Par "PNUD", on entend le Programme des Nations Unies pour le développement, organe subsidiaire des Nations Unies, établi par l'Assemblée générale des Nations Unies ;

c) Par "ONG", on entend "**PEOPLE IN NEED**", une organisation non gouvernementale établie en RDC, et dont le statut est reconnu comme tel, en vertu des lois de la RDC dans le domaine l'aide et l'intervention humanitaires ;

d) Par "Accord" ou "le présent Accord", on entend le présent Accord de projet de coopération et ses annexes dont le document du projet qui comprend les objectifs et activités du projet, le plan de travail du projet, les contributions au projet apportées par les ressources du PNUD et le budget du projet de même que tous les autres documents concernés entre les Parties signataires du présent Accord ;

ei) Par "Projet" on entend les activités telles qu'elles sont présentées dans le document du projet.

ii) Par "Gouvernement" on entend le gouvernement de République Démocratique du Congo.

ij) Par "Représentant Résident du PNUD" on entend le fonctionnaire du PNUD chargé du bureau du PNUD dans le pays ou la personne agissant par son compte.

ik) Par "Directeur de projet" on entend la personne nommée par l'ONG, en consultation avec le PNUD et avec l'approbation de l'organe gouvernemental de coordination, qui représente le coordinateur général du projet et la responsabilité de tous les aspects qui s'y rapportent.

il) Par "dépenses", on entend la somme des décaissements effectués et des engagements relatifs encourus en termes de biens et services rendus.

im) Par "avances", on entend un transfert d'actifs (comprenant un paiement en espèces ou un transfert de franchises) dont la comptabilité doit être présentée plus tard par l'ONG, selon l'accord conclu avec les Parties.

in) Par "revent", on entend l'intérêt sur les fonds du projet et toutes les recettes provenant du fulfilment ou de la vente de capitaux fixes et de biens achetés avec les fonds fournis par le PNUD ou de recettes générées par les résultats du projet.

io) Par "force majeure", on entend les catastrophes naturelles, guerre (déclatée ou non), évasions, révolution, insurrection ou autres actes de nature ou de force majeure.

ip) Par "plan de travail du projet" on entend un calendrier des activités, accompagné des délais et responsabilités correspondantes, basé sur le descriptif du projet, jugé nécessaire à la réalisation des résultats du projet, établi suite à l'approbation du projet et révisé annuellement.

Article II. Objectif et Champ d'application du Présent Accord

1. Le présent Accord expose les conditions générales de coopération entre les Parties et les obligations y afférentes pour tous les aspects de réalisation des objectifs du projet présentés dans le descriptif de projet (annexe du présent Accord).

2. Les Parties acceptent d'unir leurs efforts et de maintenir et/ou des relations de travail afin de réaliser les objectifs du projet.

Article III. Durée de l'Accord relatif au Projet

1. Le présent Accord doit entrer en vigueur le « **22 juin 2015** » et prendra fin le « **21 septembre 2015** ». Le projet doit commencer et s'achever conformément au calendrier ou programme établi dans le descriptif du projet.

2. Si par un accord à l'ame des Parties au cours de la mise en œuvre du projet, aucune prolongation au-delà de la date précisée au paragraphe 1 ci-dessus s'avère nécessaire pour accomplir les objectifs du projet, la Partie la plus désignée est tenue d'uniformer l'autre Partie en vue de réévaluer et de convenir d'une nouvelle date d'achèvement. Une fois la date d'achèvement convenue, les Parties doivent établir un calendrier à cet effet conformément à l'article de l'annexe ci-dessus.

Article IV. Responsabilités générales des Parties

1. Les Parties acceptent d'assumer leurs propres responsabilités conformément aux dispositions du présent Accord et d'exécuter le projet conformément aux politiques et procédures du PNUD présentées dans le Manuel de programmation du PNUD et inhérentes au présent Accord.

2. Les deux parties s'engagent et ont transféré à l'autre partie la personne (ou toutes) ayant pour son compte l'autorité et la responsabilité suprême sur le projet. Le directeur de projet doit être nommé par l'UNIC, après consultation avec le PNUD.

3. Les Parties doivent se tenir informées de toutes les activités relatives au projet et doivent se consulter une fois tous les trois mois ou si des circonstances se produisent dans le pays qui peuvent avoir des répercussions sur une des deux parties ou influencer l'accomplissement des objectifs du projet, en vue d'examiner le plan de travail et le budget du projet.

4. Les Parties doivent coopérer pour obtenir les licences et permis requis par les lois nationales dans la mesure où ils sont adaptés et nécessaires à l'accomplissement des objectifs du projet. Les parties doivent également coopérer pour le dépôt et la soumission des rapports, déclarations ou communications requis par la loi nationale.

5. L'UNIC ne peut utiliser le logo et le système des Nations Unies ou du PNUD qui a été mis en œuvre pour le Projet et sous réserve de ne soulever l'objet et le caractère du Représentant Résident du PNUD en République Démocratique du Congo.

6. Le directeur de projet est chargé des contacts (qualifiés) avec les autorités nationales concernées et le PNUD au sujet des questions opérationnelles au sujet de la mise en œuvre du Projet. Le Représentant Résident du PNUD agit en tant que principal canal de communication avec l'autorité gouvernementale de coordination à propos des activités comprises dans le présent Accord de coopération sauf accord contraire entre les Parties et le Gouvernement.

7. Le Représentant Résident du PNUD facilitera l'accès à l'information, aux services consultatifs, à l'appui technique et professionnel du PNUD et aidera l'UNIC à accéder aux services consultatifs. Les frais engagés des Nations Unies en cas de besoin.

8. Les Parties doivent coopérer dans toutes les activités de relations publiques et de relations publiques lorsque le Représentant Résident du PNUD les juge appropriées et utiles.

Article V. Exigences relatives au Personnel

1. L'UNIC sera entièrement responsable de tous les services exécutés par son personnel agréé, employés ou contractants ou autres désignés "Personnel".

2. Le Personnel de l'UNIC ne sera en aucune façon considéré comme étant des employés ou agents du PNUD, l'UNIC doit s'assurer que toutes les lois nationales du droit du travail concernées sont respectées.

3. L'UNIC devra tout respect soigné en ce qui concerne les plaintes résultant des activités mises en œuvre en vertu du présent Accord en cas de décès, les prix corporels, invalidité, dommages matériels ou autres risques que le personnel de l'UNIC pourrait subir des suites de son travail sur le projet. Il est entendu que l'UNIC se charge des assurances vie et maladie adaptées pour le personnel de l'UNIC de même que l'assurance couvrant la maladie professionnelle, blessure invalidité ou décès.

4. L'UNIC demeure également seule responsable pour couvrir toute réclamation de tort résultant de décès, blessures ou dommages matériels résultant des activités mises en œuvre dans le cadre du présent Accord.

5. L'UNIC doit veiller à ce que le personnel recruté ait des titres les plus élevés de qualification et de compétence technique et professionnelle nécessaires à l'accomplissement des objectifs du projet et que les personnes recrutées à temps se rapportant au projet ne fassent pas l'objet de discrimination de race, religion, nationalité, ethnique ou origine nationale, sexe, handicap ou autres facteurs similaires. L'UNIC doit veiller à ce que le personnel ne soit pas soumis à des conflits d'intérêt au regard des activités du projet.

Article VI. Termes et Obligations du Personnel

L'ONG s'engage à être liée par les termes et obligations spécifiées ci-dessous et doit par conséquent veiller à ce que le personnel exécutent les activités rattachées au projet en vertu du présent Accord respectant ces obligations.

a) Le personnel doit être pris en charge directement par l'ONG. L'ONG fournira et mettra en œuvre le projet conformément aux conseils et orientations du PNUD.

b) En plus de sa responsabilité ci-dessus, l'ne doit pas demander ou accepter d'instructions relatives aux activités en vertu du présent Accord transmises par tout gouvernement autre que le Gouvernement de la République Démocratique du Congo ou autre autorité externe au PNUD.

c) Il devra s'abstenir de toute conduite qui pourrait avoir un effet défavorable sur les Nations Unies et ne pas s'engager dans une quelconque activité incompatible avec les buts et objectifs des Nations Unies ou le mandat du PNUD.

d) Le personnel doit être soumis aux exigences soulignées dans le document « politique de communication d'information publique du PNUD ». L'information considérée comme confidentielle ne doit pas être utilisée sans l'autorisation du PNUD. Dans tous les cas, de telles informations ne doivent pas être utilisées à des fins individuelles. Le directeur de projet peut communiquer avec les médias concernant les méthodes et procédures scientifiques utilisées par l'ONG, l'autorisation du PNUD est toutefois requise pour l'utilisation du nom du PNUD en comparaison avec les activités qui sont conformément à l'article IV, paragraphes 5 ci-dessus. Cette obligation ne prend pas fin après l'achèvement du présent Accord sauf accord contraire entre les Parties.

Article VII. Fournitures, Véhicules et Achats

1) Le PNUD approuve au projet les ressources allouées dans la section budget du financement de projet.

2) Les parties conviennent que les équipements, matériel non consommable et toute autre propriété fournis ou financés par le PNUD constituant **DES LEUR ACQUISITION et dans la mesure ou leur usage demeure conforme aux affectations assignées dans le document de projet** la propriété de l'ONG. L'ONG soumettra au PNUD un plan d'achat qui fait partie du document de projet. Toute modification au plan d'achat initial sera portée à la connaissance du PNUD. Le PNUD se réserve le droit de ne pas accepter les modifications au budget non nécessaires.

3) L'ONG procédera au marquage des fournitures, équipements et matériel qu'elle fournit ou acquiert avec le financement du PNUD afin d'identifier leur provenance.

4) En cas de dommage, vol ou autres pertes de véhicules et autre propriété mise à la disposition de l'ONG, cette dernière doit soumettre un rapport complet, rapport de police si applicable et toute autre preuve apportant des détails précis des événements ayant entraîné cette perte de propriété.

5) Dans ses procédures d'acquisition de biens, services et autres de bonne portée les fonds sont utilisés conformément par le PNUD, comme prévu dans le budget du projet. L'ONG doit s'assurer l'employabilité passive afin d'obtenir au meilleur prix les achats de recherche, les principes de qualité, efficacité, économie et efficacité et que le placement de tels ordres soit basé sur l'évaluation de devis. Elles ne proposent d'accepter sans accord contraire du PNUD.

6) La PNUD fera tout de ce qui est en son pouvoir pour assister l'ONG lors du passage des équipements et fournitures en relation aux points d'entrée dans le pays ou les activités du projet sont prévues.

7) L'ONG enregistrera avec précision les équipements, fournitures et autres propriétés acquises avec les fonds du PNUD et fera inventaire physique également. L'ONG doit garantir qu'il n'y a aucune vente de ces équipements, propriétés, matériel non consommable et fournitures au PNUD à la fin du projet et sous la forme substantielle par le PNUD.

Accord Standard de Partenariat entre le PNUD et PNU/SPD-18/5KV/ML/02/PNU/02/74

Article VIII. Dispositions Financières et Opérationnelles

1. Conformément au budget du projet et sous réserve de déboursément effectif d'un montant par les donateurs de fonds de PNUD s'engage à allouer et à mettre des fonds à la disposition du FONG pour le montant maximal de **125.704 USD** suivant les modalités et conditions ci-après :

- Les dates de paiement seront déterminées en fonction du plan de travail et de la disponibilité de ressources des donateurs agréés de concert, accord entre les deux parties, en vertu de la signature du présent accord et annexés au présent Accord.
 - Le premier versement de **75.423 USD** sera avancé à l'ONG dans les 10 jours ouvrables après la signature du présent Accord.
 - Tout paiement des jours ou versements subséquents seront avancés à l'ONG sur production et transmission d'un rapport financier (RF) validé par le PNUD attestant un taux d'absorption des ressources (RA) du dépensement précédent et soumission de la documentation conventionnée conformément à l'Article X ci-dessous, attestant une gestion et une utilisation satisfaisante des ressources du PNUD. Dans tous les cas, la totalité des fonds avancés pour le trimestre devra être justifiée dans les six mois qui suivent le déboursément.
- Sans préjudice des dispositions ci-dessus énoncées, tous les projets dont la durée est supérieure à six mois ne pourront de la signature du présent accord, le déboursément des dépenses subséquentes de la documentation financière requise de :
- la décompte des fonds et leur déboursément effectif par les bénéficiaires.
 - la bonne mise en œuvre des fonds par le partenaire dans la première phase d'un an.
 - la réalisation de la performance de l'intervention à la fin de la première année.

2. L'ONG accepte d'utiliser les fonds et toutes fournitures et équipement fournis par le PNUD en se strictement strictement au financement du projet. L'ONG doit être autorisée à faire des changements ne dépassant pas 20 pour cent pour chaque poste du budget du projet dans la mesure où le budget total alloué par le PNUD n'est pas dépassé. L'ONG doit notifier le PNUD de toute variation prévue à l'occasion des consultations trimestrielles énoncées au paragraphe 3 de l'Article IV ci-dessus. Toute variation de plus de 20 pour cent de tout poste qui pourrait être nécessaire à la tenue et l'achèvement de ce financement du projet sera soumise aux mêmes conditions de consultation avec le PNUD et à la notation de ces items.

3. Tous fonds restant doivent être restitués dans les deux mois suivant la finisation du projet et l'achèvement du financement du projet.

4. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 3 ci-dessus à la que de l'article X, l'ONG doit fournir au PNUD, de son propre chef, des rapports et autres documents de clôture de projet. Les Parties reconviennent à l'ONG, en cas de non-achèvement régulier du projet au vant les termes contractuels en cela d'un mois maximum pour liquider tous les comptes ou engagements et paiements non effectués avant l'achèvement du projet. Ce délai prend effet à l'achèvement.

5. L'ONG ne sera pas responsable du paiement de toutes dépenses, frais, progrès et tout autre frais financiers non mentionnés dans le plan de travail du projet ou le budget du projet sauf à être explicitement du PNUD avant que l'ONG ne procède à la dépense.

6. L'ONG s'engage à tout mettre en œuvre pour s'assurer que les fonds reçus du PNUD dans le cadre de présent accord ne soient utilisés pour soutenir des individus ou des groupes terroristes et que les distributions de l'aide financière versée par le PNUD en vertu des présentes ne figurent sur la liste établie sur le site internet du Comité de sanction des Nations Unies telle que par la résolution 1267 (2000) (cette liste peut être consultée à l'adresse suivante : <http://www.un.org/peace/ctc/membership/1267.html>) ou présente disposition doit être incluse dans tous les contrats ou accord ou sous-traitance conclus ou se conclure du présent accord.

7. L'ONG travaillera sous la supervision générale de l'Unité de Financements Humanitaires qui assure au titre des activités du projet. L'ONG a la responsabilité de la gestion et de l'exécution de ces activités dans le cadre du projet et devra des consultations concertatives du PNUD dans le cadre de la pratique « Mécanisme d'exécution par les ONG » de PNUD n'est pas garant de l'assurance qualité des résultats du projet.

Accord standard de partenariat entre le PNUD et l'ONG n°1 (en vigueur à partir du 1er août 2014)

Article IX. Gestion De L'information

1. L'ONG doit conserver les informations et documents précis et régulièrement mis à jour sur les dépenses réalisées en engageant les fonds mis à disposition par le PNUD pour veiller à ce que toutes les dépenses soient conformes aux dispositions du plan de travail du projet et du budget du projet. Pour chaque déboursement, les justificatifs appropriés doivent être conservés, y compris les factures, ordres de notes et reçus, et respectant la transaction. Tout revenu, conformément à la définition de paragraphe 1 (k) de l'article premier ci-dessus, rattaché à la gestion du projet doit être signé au PNUD. Le revenu doit figurer dans un budget de projet et dans un plan de travail révisé et être enregistré en tant que recette selon du PNUD, sauf accord contraire entre les Parties.

2. Après l'achèvement du projet/la fin de l'Accord, l'ONG doit rendre les informations à jour pendant au moins quatre ans satisfaisant continue entre les Parties.

Article X. Exigences en matière de Rapport

1. L'ONG doit remettre au PNUD des rapports périodiques relatifs à l'avancement des activités, les réalisations et les résultats du projet, comme convenu entre les Parties tous les trois mois.

2. Le rapport financier prendra la forme d'un FACE et sera trimestriel.

a) L'ONG établit un FACE et le soumet au Représentant Résident du PNUD pas plus tard que 30 jours après la fin de chaque trimestre.

b) L'objet du FACE est de demander l'avance trimestrielle des fonds, de dresser la liste des déboursements effectués pour le projet par composante budgétaire sur une base trimestrielle et de l'appuyer sur les factures non réglées et la perte de la gestion de l'échange au cours du trimestre.

c) Le FACE a été conçu pour rendre compte des transactions d'un projet au niveau de comptabilité de caisse et non sur la base de la comptabilité descriptive. Pour cette raison, les crédits ou engagements non réglés ne devraient pas être reportés au PNUD, mais plutôt aux déboursements effectués par l'ONG qui doivent être signés dans le FACE. Cependant, l'ONG fournira une indication lors de la soumission des rapports, parce tant le niveau des crédits ou engagements non réglés, à des fins budgétaires.

d) Le FACE fournit des informations qui constituent la base d'un examen financier périodique et sa soumission en temps utile est indispensable au financement du projet. Si ne peut pas le rapport financier, le Représentant Résident du PNUD ne pourra pas aux demandes d'avance de fonds adressées au PNUD.

e) Tout remboursement reçu par une ONG de la part d'un fournisseur doit apparaître sur le FACE comme réduction des déboursements relatifs à la composante du budget à laquelle elle a rapporté.

Malgré les deux mois suivant la fin du projet ou l'achèvement du présent Accord, l'ONG doit soumettre au PNUD les documents suivants:

- La lettre de clôture du projet pour informer de manière officielle le Représentant Résident du PNUD de la fin des activités du projet;
- Le rapport financier final (FACE) du projet;
- Le rapport final du projet;
- La liste d'inventaire des équipements du projet.

Tous ces documents doivent être dûment signés par votre ONG avant la transmission au PNUD.

3. Le PNUD se réserve le droit de demander au Partenaire toutes les reports et les données de projet et de les publier, y compris les essais et les résultats finaux.

4. Le PNUD en tant qu'agent de Gestion du Projet Fund se réserve le droit de révoquer le déboursement des fonds sur le présent projet si votre ONG n'a pas soumis tous les documents de clôture des dépenses pour des projets ou programmes financés.

Article XI. Exigences en matière d'audit

1. Le partenaire (ONG) sera soumis à un audit et à des contrôles financiers périodiques conformément aux plans d'audit et de contrôles financiers établis par le Bureau du PNUD. L'audit sera effectué directement par le PNUD ou par un cabinet d'audit sélectionné par le PNUD ou produira un rapport d'audit et certifiera les états financiers du Partenaire. Il reste la charge entière que le PNUD effectuera autant que de besoin et par ses vérificateurs des contrôles financiers périodiques auprès du partenaire.

Il pourra à cet effet faire auditer ou examiner des livres et écritures se rapportant au projet tout ou partie exigés, s'il est fait d'avoir accès aux livres et écritures de l'ONG.

2. Le PNUD pourra demander à l'ONG de soumettre au Représentant résident du PNUD copie de ses états financiers annuels certifiés, mettant si possible en évidence les fonds avancés par le PNUD.

Article XII. Responsabilité en matière de Réclamations

1. L'ONG se garantira et se procurera contre tout dommage et défendra à sa propre charge le PNUD, ses fonctionnaires et prestataires de services pour le PNUD de et contre toutes actions en justice, réclamations, revendications et responsabilités de toute nature, y compris leur coût et frais résultant des actes ou omissions de l'ONG, de ses employés ou personnes engagées pour la gestion du présent Accord et le projet.

2. L'ONG sera responsable et se chargera de toutes réclamations, intérieures à son entreprise ou sous-traitants, ses employés, agents ou sous-traitants.

Article XIII. Normes de Conduite

1. Le partenaire s'engage et garantit qu'il n'a pas et ne peut pas offrir un quelconque avantage direct ou indirect découlant de ou lié à l'exécution du présent Accord, ou de son affiliation, à tout représentant, fonctionnaire, employé ou un autre agent du PNUD. Il s'engage pour ce faire à informer le PNUD de tout cas de fraude ou de corruption qui implique son propre personnel, ses sous-traitants ou collaborateurs, des tiers ou le personnel du PNUD et à se conformer à toutes les lois, dispositions, règles et règlements relatifs à l'exécution de ses obligations en vertu du présent Accord.

2. Il s'engage en outre, durant l'exécution du présent Accord, à se conformer (lui-même, son personnel et sous-traitants) aux normes de conduite énoncées dans la circulaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies référencée [ST/SGB/2002/9](#) du 18 Juin 2002, intitulée «Règlement régissant le statut et les droits et obligations élémentaires des personnes en permanence au service de l'ONU autres que les fonctionnaires du Secrétariat et des experts en mission» et [ST/SGB / 2006/15](#) du 28 Décembre 2006 sur les restrictions postérieures à l'emploi.

3. Il s'engage par ailleurs à respecter et à être soumis notamment

- au Code de conduite des Nations Unies relatif aux fournisseurs (The UN Supplier Code of Conduct),
- à la Politique du PNUD sur la lutte et autres pratiques de corruption (PNUD policy on anti-fraud) (UNDP Policy on Bribery and other Corrupt Practices (UNDP Anti-fraud Policy))
- aux lignes directrices du Bureau d'audit & investigations du PNUD en matière d'enquête, d'audit et des investigations et à l'audit du dit Bureau (UNDP Office of Audit and Investigations (OAI, Investigative Guidelines))
- aux politiques et directives du PNUD sur les sanctions fournisseurs (UNDP Vendor Sanctions Policy); et
- à Toutes les consignes de sécurité émises par le PNUD (All security directives issued by UNDP)

4. Le partenaire reconnaît qu'il a lu et est familiarisé avec les exigences des documents énumérés qui sont disponibles en ligne à www.un.org ou à <http://www.un.org/content/undp/en/home/operations/achats/entreprise/>

Accord Standard de Partenariat entre le PNUD et P.N. (RS-19) (SK-04-6) (2006/14)

En faisant une telle reconnaissance, l'entrepreneur déclare et garantit qu'il est en conformité avec les exigences de ce qui précède, et restera dans le respect tout au long de la durée du présent contrat.

5. Il reconnaît ainsi que le non-respect des dispositions susmentionnées constitue un manquement aux conditions essentielles du présent Accord et, en sus de tout droit ou recours légal dont dispose le PNUD, un motif de résiliation des présentes. Aucun élément du présent Accord ne peut limiter le droit du PNUD de conduire les audits et/ou investigations et de porter tout manquement présumé des membres du comité précité devant les autorités nationales compétentes afin d'enquêter sur d'éventuelles irrégularités.

Article XIV. Emploi d'enfants

1. Le partenaire déclare et garantit que ni lui ni aucun de ses sous-traitants ou fournisseurs ne se livre à de telles pratiques quelconques qui seraient incompatibles avec les droits énoncés dans la Convention sur les droits de l'enfant, notamment dans son article 32 qui exige notamment que les enfants ne soient astreints à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

2. Toute infraction à cette déclaration et garantie accusera le PNUD à résilier immédiatement le présent accord, son notification communique au partenaire, sans engagement de responsabilité du PNUD sous forme de frais de résiliation et d'aucune autre sorte de responsabilité.

Article XV. Interruption Et Résiliation Anticipée

1. Les parties reconnaissent que l'achèvement et la réalisation réussies des objectifs d'une activité de coopération technique sont de la plus haute importance et que le PNUD peut trouver nécessaire de mettre fin au projet ou de modifier les arrangements en matière de gestion d'un projet dans le cas où des circonstances compromettraient l'achèvement ou la réalisation des objectifs du projet. Les dispositions du présent Accord doivent s'appliquer à toute situation de ce type.

2. Le PNUD consulte le IONG si des circonstances se présentent qui, d'après le PNUD, menacent ou compromettent d'intérieur avec l'achèvement réussi du projet ou la réalisation de ses objectifs. L'IONG doit rapidement informer le PNUD de toute circonstance dont elle pourrait avoir connaissance. Les Parties doivent coopérer en vue de rectifier ou d'éliminer les circonstances en question et faire tous les efforts possibles à cette fin, y compris des démarches rectificatives rapides effectuées par l'IONG lorsque des circonstances au sein imputables ou relevant de sa responsabilité, la de son autorité. Les Parties doivent également collaborer au sujet de l'évaluation des circonstances d'une résiliation possible du projet pour les conséquences d'udit projet.

3. À partir du moment où la circonstance en question a cessé, le PNUD peut à tout instant et suite à des consultations appropriées, suspendre le projet sur avis écrit à l'IONG sans préjudice d'initiation ou de reprise des mesures prévues au paragraphe 2 ci-dessus du présent Article. Le PNUD peut notifier à l'IONG les conditions sous lesquelles il est prêt à autoriser la reprise de la gestion du projet.

4. Si la cause de suspension n'est pas rectifiée ou éliminée dans les 14 jours suivant l'avis écrit sus-cité ou du PNUD à l'IONG, le PNUD peut par la suite et à tout moment par avis écrit si la cause se poursuit, soit mettre fin au projet, ou (b) mettre fin à la gestion du projet par l'IONG et confier sa gestion à une autre institution. La date de résiliation effective en vertu des dispositions du présent paragraphe doit être spécifiée par avis écrit par le PNUD.

5. Conformément au paragraphe 4 (ci-dessus) du présent Article, l'IONG peut également résilier le présent Accord si une condition survient qui empêche l'IONG de s'acquitter efficacement de ses responsabilités en vertu du présent Accord en soumettant au PNUD un avis écrit de son intention de dénoncer le présent Accord au moins 30 jours avant la date effective de dénonciation si le projet dure jusqu'à six mois et au moins 60 jours avant si le projet dure six mois ou plus.

8. L'ONG peut dénoncer le présent Accord seulement en vertu du point 5 ci-dessus du présent Article après que des consultations entre l'ONG et le PNUD aient eu lieu en vue d'éliminer l'obstacle et accordera toute la considération due aux propositions faites par le PNUD à cet égard.

9. À la réception d'un avis de résiliation de la part d'une des Parties en vertu du présent Article, les Parties doivent prendre des mesures immédiates pour mettre fin rapidement aux activités d'une manière prompte et ordonnée afin de minimiser les pertes et dépenses supplémentaires. L'ONG ne devra prendre aucun engagement et restituera au PNUD dans les 30 jours qui suivent tous les fonds non dépensés, fournitures et autres propriétés fournies par le PNUD sauf décision contraire du PNUD par écrit.

10. En cas de résiliation de la part d'une des Parties en vertu du présent Article, le PNUD doit rembourser l'ONG uniquement pour ses coûts encourus pour la gestion du projet conformément aux termes précis du présent Accord. Les remboursements de l'ONG en vertu de cette disposition, ajoutés aux montants qui lui ont déjà été versés par le PNUD pour ce projet, ne doivent pas excéder l'allocation totale du PNUD pour ce projet.

11. En cas de transfert des responsabilités de l'ONG pour la gestion d'un projet à une autre institution, l'ONG doit coopérer avec le PNUD et l'autre institution en vue du transfert méthodique de ces responsabilités.

Article XVI. Force Majeure

1. En cas de force majeure et aussi tôt que cela se présente, en vertu du paragraphe 1 de l'Article précédent ci-dessus, la Partie affectée sur le cas de force majeure doit en informer l'autre partie et tous les renseignements s'y rapportant par écrit si la Partie affectée est alors en incapacité totale ou partielle de s'acquiescer de ses obligations ou de ses responsabilités en vertu du présent Accord. Les Parties doivent se consulter au sujet de l'action adaptée à prendre qui pourrait compléter l'interprétation du présent Accord par le PNUD ou conformément au paragraphe 2 de l'Article XIII ci-dessus ou à la dénonciation de l'Accord, l'une des Parties faisant part à l'autre de toute dénonciation au moins sept jours à l'avance.

2. Si le présent Accord est résilié pour cause de force majeure, les dispositions des paragraphes 5 et 6 de l'Article XIV ci-dessus restent d'application.

Article XVII. Arbitrage

1. Les Parties s'obligent mutuellement de régler tout règlement par des négociations directes, en cas de litige, controverse ou réclamation émanant du présent Accord ou s'y rapportant, y compris le non-respect ou la dénonciation de l'Accord. Si ces négociations échouent, l'affaire sera traitée par voie d'arbitrage conformément aux règles de la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international.

2. Les parties seront liées par la sentence arbitrale qui sera rendue conformément à l'arbitrage comme décision finale concernant le litige, controverse ou réclamation en question.

Article XVIII. Privilèges et Immunités

1. Le présent Accord et le présent Accord n'ont aucun rapport avec ceux-ci ne devant être interprétés comme une reconnaissance ni preuve ou exécution des Privilèges et Immunités des Nations Unies et y compris, du PNUD.

Article XIX. Modifications

Le présent Accord ou son annexe ne peut être modifié et amendé que par convention écrite entre les Parties.